

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Climat: aboutir à un consensus en prélude à la COP26

Styve Claudel ONDO MINKO
Libreville/Gabon

Le Groupe des négociateurs africains (AGN) sur le climat est en conclave depuis le 1er mars dernier. Les travaux sont supervisés par le ministre de l'Environnement, chargé du Plan Climat, Lee White, et le conseiller spécial du président de la République, secrétaire permanent du Conseil national Climat (CNC), Tanguy Gaouma-Bekale, qui assure par ailleurs, la présidence du

groupe AGN. Définir la feuille de route dans le cadre de l'action climatique du continent noir, en prélude de la 26e Conférence des Parties à la Convention cadre des Nations unies sur le Changement climatique (COP 26), à Glasgow (Royaume-Uni). Tel est l'objectif à atteindre par les experts venus de la Guinée, du Ghana, du Sénégal, du Soudan, du Kenya, du Burundi, du Mali, de la Gambie, d'Éthiopie, d'Égypte, de la République Démocratique du Congo et d'Afrique du Sud. Et qui disposent de deux jours pour proposer une plateforme commune.

Le ministre en charge du Plan Climat a d'ailleurs motivé les experts à agir en synergie, de sorte à aboutir à un consensus en prélude de la COP26. Relativement aux instructions du président de la République gabonaise, Ali

Bongo Ondimba, présenté comme le champion de l'adaptation aux changements climatiques. " Si on perd la forêt du bassin du Congo, c'est tout le système pluviométrique qui sera impacté, de l'Éthiopie à l'Égypte. C'est ce qui nous attend dans 30 à 50 ans, si nous ne réussissons pas à négocier pour notre continent. L'avenir de notre continent est entre nos mains ", a prévenu Lee White.

Aussi, le membre du gouvernement a-t-il rappelé que l'Afrique reste le continent le plus exposé aux désastres probables engendrés par le réchauffement climatique.



Le ministre Lee White ouvrant les travaux du Groupe des Négociateurs Africains (AGN).

Brèves

ÉGYPTE/Gaz. Le producteur italien Eni a annoncé que son usine de liquéfaction de gaz naturel de Damiette en Égypte va redémarrer ses activités en juin prochain, après huit ans de suspension. L'annonce, explique Eni, survient après une résolution à l'amiable avec l'État égyptien, des différends ayant conduit à la suspension de la production. Pour la mise en œuvre de ce projet, Eni et son partenaire Naturgy ont déclaré, dans des communiqués séparés, qu'une série d'accords a été signée et est en attente des approbations réglementaires.

ANGOLA/Pétrole. Le mois prochain, Sonangol, la société publique angolaise du pétrole, va céder ses parts dans 11 entreprises privées présentes dans l'aviation, l'hôtellerie ou encore les services maritimes, entre autres. Cette opération ouvrira la voie à la cotation partielle de la société avant 2022, et à l'issue de laquelle 30 % de la Sonangol seront cédés. Parmi les entreprises concernées, on peut citer Sonamet, la banque locale Banco BAI, Sonatip ou encore Sonadit, qui se consacrent notamment au commerce des métaux, à l'appui aux sociétés offshore et aux services maritimes.

NIGERIA/Pétrole. SNEPCo, la filiale nigérienne de Shell, a annoncé qu'elle envisage d'exécuter des travaux de maintenance sur l'unité flottante de production, de stockage et de déchargement du champ Bonga North West en mars et avril. Les dates exactes ainsi que l'impact sur la production ne sont pas encore communiqués.

(Ecofin)

Rassemblées par GMNN

Diversification de l'économie: inclure le capital naturel dans la stratégie

Charly NYAMANGOY BOTOUNOU
Libreville/Gabon

La non-prise en compte suffisante du capital naturel dans les projets de développement et d'investissements nécessite une approche, qui démontrera les opportunités et les coûts avantageux dudit capital dans les impératifs de développement au Gabon.

Fort de ce constat et de l'importance d'inclure le capital naturel dans la stratégie de développement à travers le pilier "Gabon vert", le WWF-Gabon a lancé un programme qui prendra en compte les enjeux environnementaux dans le système économique. En effet, ce programme qui a pour thème "sécuriser l'avenir écologique du Gabon" a dernièrement été présenté et validé, dans un hôtel de Libreville, à la faveur d'un atelier qui a réuni les représentants des entités administratives concernées par les questions du développement durable.



Photo de famille des participants à l'atelier.

Aussi, ledit programme vise-t-il à soutenir le gouvernement gabonais dans son projet de diversification de l'économie. En offrant aux acteurs gouvernementaux et autres investisseurs une meilleure compréhension des avantages de l'investissement durable et du coût économique de la non-prise en compte des risques environnementaux et

sociaux. "La forêt de Gamba, dans la province de l'Ogooué-Maritime, servira de forêt pilote, pour établir des arguments économiques et d'investissement, pour le programme de diversification économique du Gabon, dans l'optique de l'économie verte", a indiqué Berthe Mapangou, la directrice du WWF-Gabon.